

La guerre de Poutine en Ukraine, des questions et quelques réponses

Bernard Dreano 25 février 2022

Le 24 février 2022, le lendemain de la célébration du « jour de la Patrie » en Russie, Vladimir Poutine a donné l'ordre à ses troupes d'attaquer l'Ukraine.

Il s'agit d'un crime contre l'humanité, au sens du « crime d'agression » défini par le statut de la Cour pénale internationale (article 8 bis) et d'une violation absolue de la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945.

Questions immédiates :

Pourquoi Poutine attaque-t-il maintenant ?

Depuis plusieurs mois, Poutine construit une logique d'escalade, pensant sans doute que le moment est opportun après la débâcle américaine en Afghanistan, et sûr de ne pas risquer de réaction militaire de l'OTAN aujourd'hui.

Poutine a clairement fait monter la pression, sachant que son exigence de « graver dans le marbre » pour l'éternité la non-adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie était inacceptable sous cette forme (alors que par ailleurs Français et Allemands ont toujours exprimé clairement depuis 2008 leur rejet d'une adhésion à court terme)...

Le 21 février Poutine a délibérément « brulé ses vaisseaux », rendant toute désescalade impossible. Ses discours étaient des déclarations de guerre : le néo-tsariste appelant à la « dénazification » de l'Ukraine, puis sa reconnaissance de « l'indépendance » des républiques séparatistes « dans leurs frontières administratives » des deux « oblasts » (districts), c'est-à-dire avec les 2/3 du Donbass sous contrôle ukrainien - signifiant la mort définitive du processus de Minsk (processus international de négociation pour le règlement du conflit du Donbass).

Quels sont les scénarios possibles et les conséquences à court terme ?

Contrôler militairement le pays est « techniquement » possible (l'Occident ayant explicitement annoncé qu'il n'y aurait pas d'engagement militaire direct pour l'empêcher), mais politiquement et financièrement incroyablement coûteux. Prendre le contrôle de l'ensemble du Donbass est plus facile, mais tout de même très compliqué.

Sans doute certains généraux et Poutine lui-même pensent-ils que la guerre sera courte, comme en Géorgie en 2008. Ils veulent décapiter l'Ukraine (y compris par l'élimination physique de dirigeants). Veulent-ils occuper durablement Kiev (ils n'avaient, contrairement à ce que pensait Sarkozy jamais eu l'intention de prendre Tbilissi en Géorgie en 2008) ? Ou « simplement » détruire les capacités militaires de l'Ukraine et prendre le contrôle de tout le Donbass ? Espèrent-ils un mouvement en leur faveur des russophones d'Ukraine (plus

qu'improbable) ? L'avenir le dira. Mais quoiqu'il arrive sur le plan militaire ces prochains jours, la guerre va durer.

Les conséquences, déjà importantes, vont être énormes, sur le plan économique (à l'échelle mondiale, notamment sur le prix de nombreuses matières premières), géopolitique (bien sûr... et la Chine, qui pense à Taiwan « observe attentivement » ce qui se passe), évidemment pour les Ukrainiens, mais aussi pour les Russes surtout si la phase militaire du conflit dure.

Si on compare à la crise géorgienne de 2008, (comparaison souvent faite avec ses territoires sécessionnistes et l'intervention militaire russe), on peut multiplier plus que considérablement les effets et conséquences...

Ce qui est quasi certain c'est que le retour « au calme » n'est pas pour demain

Et pour mieux comprendre....

Que faut-il retenir de l'histoire de l'Ukraine ?

Rappelons tout d'abord quelques points d'histoire, au moins récente. Il existe une forte personnalité linguistique et culturelle ukrainienne, une histoire longue depuis la création de la ville de Kiev par les Vikings (Varègues) et de l'espace féodal, chrétien et slave de la première « Rus », jusqu'aux inclusions de territoires aujourd'hui ukrainiens dans les Etats tsariste, autrichien, et polonais.

A la fin du tsarisme en 1917, l'Ukraine a déclaré son indépendance et a été déchirée par une guerre civile opposant entre eux nationalistes ukrainiens de Symon Petlioura, armées allemandes et plus tard polonaises avec des alliés locaux, armées blanches nationalistes russes soutenue militairement sur le terrain par la France jusqu'en 1919, armées socialistes révolutionnaires et anarchistes ukrainiennes et armée rouge bolchéviques. Ces derniers ont triomphé et reconnu en mai 1919 une République socialiste d'Ukraine qui deviendra cofondatrice de l'URSS en 1922. Lénine a favorisé ce processus et il s'est opposé au nationalisme « grand-russien » qui pouvait empêcher la constitution de l'URSS. En 1941 certains Ukrainiens, surtout à l'Ouest du pays ont bien accueilli les envahisseurs allemands et le leader Stepan Bandera a soutenu les nazis (même si ceux-ci l'ont un temps emprisonné pour avoir parlé d'indépendance). Conscient de la force du sentiment national ukrainien, Staline (pourtant l'organisateur de la grande famine qui a frappé particulièrement l'Ukraine en 1932-33) a offert aux ukrainiens une compensation symbolique, l'obtention du statut de « membre fondateur de l'ONU » à côté de l'URSS (dont elle était par ailleurs membre).

Dans son discours néo-tsariste du 21 février 2022, Poutine a expliqué que l'Ukraine n'existait pas, que c'était une « malheureuse invention de Lénine et des bolcheviks ».

La République d'Ukraine indépendante depuis 1991, compte plus de 45 millions d'habitants, sa superficie est celle de la France. La langue ukrainienne (langue officielle) est pratiquée par une majorité de la population, le russe par une forte minorité (et accessoirement aussi par la majorité des ukrainophones). L'ouest, rural, longtemps sous domination autrichienne est plus ukrainophone que l'Est et le Sud, plus industriels sont plus russophones. Et à Kiev comme dans beaucoup d'autres villes, on parle les deux, parfois un mélange... La division

linguistique n'est pas un facteur explicatif du conflit, de même que de supposés divisions « ethniques ».

Est-il exact que les promesses de « sécurité collective » en Europe faite par l'Occident n'ont pas été honorées ?

A la fin des années 1980 les dirigeants occidentaux avaient explicitement proposé à Mikhaïl Gorbatchev un *deal* prévoyant le non-développement de l'Alliance Atlantique et de son bras armé, l'OTAN et la construction d'un nouveau système de sécurité collective en Europe, avec pour pivot l'OSCE (L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Rien de cela ne s'est produit, et l'OTAN s'est étendue - sans qu'il y ait d'ailleurs le moindre débat sur son fonctionnement et son rôle alors que les conditions qui avaient présidé à sa création n'existaient plus. Les partis de gouvernements de gauche ou de droite en Europe n'ont d'ailleurs rien proposé à ce sujet.

Quand L'URSS s'est effondrée, les rapports de propriété ont été bouleversés, sous la houlette des organisations financières occidentales, et, dans une atmosphère de pillage, des oligarques ont pris le contrôle d'une bonne partie de l'économie soviétique, en particulier en Russie et en Ukraine. En Russie, un pouvoir politique central a cependant été restauré autour de Poutine et ceux des oligarques qui n'acceptaient pas cette tutelle ont été écartés.

Où en était l'Etat ukrainien avant 2014 ?

L'indépendance de l'Ukraine a été votée à 90% en décembre 1991 (80% dans l'est, 50% en Crimée) et le pays a cédé les armes nucléaires présentes sur son sol à la Russie (à des fins de désarmement) en échange de la garantie de l'intégrité de ses frontières promise par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine et la Russie (à Budapest en décembre 1994).

Il n'y a pas eu en Ukraine de consolidation d'un pouvoir exécutif puissant et le poids des oligarques est resté considérable, en particulier dans les régions industrielles, dans un pays ravagé par la corruption. Dans les années 2000, émergent d'un côté un pôle « pro-occidental » incarné un temps par Viktor Ioutchenko et Ioulia Tymochenko, électoralement influent à l'Ouest et à Kiev, et qui a bénéficié en 2004 du soutien d'une partie de la jeunesse lors de la « révolution orange » et de l'autre côté un pôle plutôt « prorusse » incarné par Victor Ianoukovitch et son Parti des régions arborant la couleur bleue et électoralement influent à l'Est et au Sud. Le pays n'est cependant pas pour autant clivé « Orange contre Bleu », c'est plutôt un dégradé d'Ouest en Est... mais avec partout la corruption des oligarques plus ou moins « bleus » ou « oranges », et toutefois des élections, des libertés publiques et une société civile assez solide.

Après des élections gagnées par les « bleus » Ianoukovitch a abandonné un projet d'accord avec l'Union européenne (qui déplaisait à Moscou), provoquant en 2014 la « révolte de Maidan », un fort mouvement populaire avant tout anti-corruption, y compris dans certaines villes de l'est.

Quelle guerre a commencé en 2014 ?

Dans la confusion qui a suivi, en février 2014, les forces spéciales russes ont pris le contrôle de la Crimée. Cette province, donnée à l'Ukraine en 1954 par le pouvoir soviétique d'alors est peuplée de personnes qui se considèrent sans doute plus comme Russes que comme

Ukrainiens russophones, mais aussi de russophones qui se sentent plus Ukrainiens et de Tatars, la population autochtone musulmane d'origine, massacrée par les Russes, puis déportée par Staline et dont le retour dans sa patrie a toujours été entravé.

Dans ce même contexte, en avril 2014, des milices locales, avec le concours de forces spéciales russes, ont tenté de prendre le contrôle des territoires électoralement « bleus » à l'est de l'Ukraine. L'échec a été cuisant dans la grande ville de Kharkov, mais ils sont parvenus à s'emparer de deux régions du Donbass, autoproclamées « Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk ». Au départ l'objectif semblait être de déstabiliser l'ensemble du pays et ramener Yanoukovitch au pouvoir, mais très vite cet objectif a été abandonné, Yanoukovitch éliminé et le pouvoir des séparatistes consolidé dans les deux entités (au prix d'une répression forte). Depuis, dans cette région, la guerre n'a pas cessé, elle a fait près de 15 000 morts et provoqué le déplacement de 2 millions de personnes. De part et d'autre de la ligne de front la moitié de la population du Donbass, surtout les jeunes, est partie.

Un « processus de Minsk » a été défini en septembre 2014 pour sortir de la crise, dans la perspective d'une Ukraine fédéralisée ; il a été relancé en 2015 par les Allemands et les Français dans le « format Normandie » (discussions entre Français, Allemands, Ukrainiens et Russes – ces derniers en contact avec les séparatistes). Sans résultat.

La crise actuelle a-t-elle été déclenchée par l'OTAN ?

Bien sûr le refus occidental de construire une vraie sécurité collective au moment de la fin de l'URSS a produit des effets à long terme, tandis que les pays d'Europe centrale adhéraient à l'OTAN comme une « police d'assurance américaine ». Et bon nombre de Russes pouvaient considérer la chose comme une forme de menace.

Les pays de l'OTAN n'ont pas été avares non plus de diverses formes de provocations et gesticulations militaires ces dernières années. Cependant la crise actuelle n'a pas du tout été déclenchée par des actions des Américains mais bien par la concentration d'un nombre inédit de forces militaires russes aux frontières de l'Ukraine, à l'Est, au nord par le Bélarus et au Sud par la Mer Noire.

Quelles étaient les hypothèses sur les projets de Poutine avant son offensive militaire ?

On pouvait penser que l'objectif premier de Poutine était de restaurer la place de grande puissance de la Russie – en particulier vis-à-vis des Américains, et - mais ce n'est pas nouveau - de considérer d'Union européenne comme un club d'impuissants. L'Etat Russe, jadis cœur d'Empire, a été humilié par l'Occident et « déclassé » comme puissance. La politique de la restauration poutinienne consiste à poser des jalons de reconquête politique (affirmation de puissance), idéologique (nationaliste), territoriale : la Russie a profité des crises à sa périphérie pour contrôler certains territoires (Abkhazie et Ossétie du sud en Géorgie, Transnistrie en Moldavie) ou assurer une forme de tutelle sur des Etats voisins, tout récemment avec les crises des dictatures en Bélarus et au Kazakhstan, et sur l'Arménie démocratique, dans le contexte de la défaite des Arméniens face à l'Azerbaïdjan.

Dans son entreprise de « restauration » Poutine peut compter sur quelques atouts : des ressources en hydrocarbure, mais aussi d'indéniables capacités militaires et militaro-industrielles, un certain savoir-faire idéologico-médiatique pour s'assurer la sympathie de nationaux-populistes ou de secteurs déclassés de population dans les opinions publiques

occidentales, une capacité d'alliances (du moins pour le moment) avec la Chine, jusqu'à un certain point avec l'Iran, parfois avec la Turquie (mais celle-ci est foncièrement opposée à l'invasion de l'Ukraine -pays auquel elle fournit des armes.

La « restauration » du statut de grande puissance de la Russie passe par un interventionnisme au-delà des frontières de l'ancien empire, : soutien décisif au régime de Bachar El-Assad ; et la présence militaire et économique russe dans ce pays depuis 2015, l'interventionnisme ouvert de l'Etat russe ou avec les mercenaires du groupe Wagner en Afrique (Libye, Centre-Afrique, Mozambique, Mali...)

Avant même la crise actuelle Poutine avait donc déjà marqué des points. Il a réintroduit la Russie comme acteur majeur du jeu mondial... Et forcé les Américains et généralement l'occident à le considérer comme tel. Mais à long terme il risque d'en perdre beaucoup et dépendre de plus en plus du soutien Chinois.

Quelle était la situation avant l'agression en Russie et en Ukraine ?

Poutine cherche à créer un climat d'unité patriotique face à « la menace occidentale » et dans sa « guerre de libération de l'Ukraine ». A bien des égards cela semble mieux marcher... en dehors de la Russie qu'en Russie même, dont les habitants ne sont guère partants pour une guerre prolongée et qui ne seront pas aussi enthousiastes que lors de la « prise » de la Crimée de 2014, qui avait alors provoqué une forme d'unanimité patriotique assurant à Poutine une popularité inégalée. Toujours est-il que la régime s'est incroyablement durci ses derniers temps avec la destruction systématique des oppositions politiques (à commencer par Alexis Navalny), des médias indépendants et de la société civile (comme l'ONG Mémorial)... Aujourd'hui la répression à l'intérieur de la Russie est à un niveau inégalé depuis l'URSS des années 1970.

En Ukraine la menace poutinienne a eu plutôt pour effet de construire l'unité nationale et d'éloigner les Ukrainiens de leurs cousins Russes. Dans ce contexte l'extrême droite ukrainienne, électoralement faible, surtout après Maidan (2,5% aux législatives de 2019) mais active et organisée peut en profiter surtout sous occupation russe. Le président Volodymyr Zelinsky a été élu presque par hasard par des Ukrainiens las des dirigeants corrompus – (comédien il incarnait le rôle ... d'un Président de la République dans un feuilleton télé !). Pour le moment l'ambiance est plutôt à l'unité nationale autour de lui. Après avoir tenté la dissuasion de la résistance civile et de la cohésion face au risque d'invasion, il fait face courageusement à l'agression d'une puissance militaire infiniment plus forte.

Existe-t-il des forces de paix sur le terrain ?

Du côté russe il est bien entendu extrêmement difficile de s'exprimer, pourtant ces forces existent, ainsi une à circulé en Russie d'artistes, intellectuels, militants civiques, qui osent déclarer : *Nous, citoyens russes responsables et patriotes de notre pays, faisons appel aux dirigeants politiques de la Russie et lançons un défi ouvert et public au parti de la guerre, qui s'est formé au sein du gouvernement. Nous exprimons le point de vue de cette partie de la société russe qui déteste la guerre et considère même l'utilisation d'une menace militaire et d'un style criminel dans la rhétorique de la politique étrangère comme un crime*¹. Des

1 Cet appel est disponible en Russe sur <https://echo.msk.ru/blog/echomsk/2972500-echo/>

militants russes et ukrainiens ont cosigné un appel international *Assez de guerre en Europe* !² Depuis l'agression des voix anti-guerre, relativement nombreuses, réussissent à se faire entendre et même à s'exprimer dans les rues dès le premier jour, malgré la répression gouvernementale (plusieurs centaines d'arrestations dans plus d'une cinquantaine de villes)... Des pétitions d'intellectuels, d'artistes, de journalistes, de membres du corps médical, se multiplient.

La propagande poutinienne sur le « génocide des Russes en Ukraine », les « nazis de Kiev » ou « l'agression en cours de l'OTAN » est omniprésente en Russie, ce qui ne signifie pas *ipso facto* que la majorité des Russes y adhère, mais pas non plus que cette majorité est prête à s'engager contre la guerre... Si celle-ci dure (ce qui est possible), si la situation économique se dégrade (ce qui est certain), les choses peuvent évoluer...

En Ukraine, comme le disait avant l'offensive poutinienne Nina Potarska, de la section ukrainienne de la *Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté*, il est difficile de s'exprimer quand le militarisme envahit tous les esprits. Pourtant des voix se sont élevées contre la logique de guerre, au sein d'une société civile encore vigoureuse. Dans la situation d'invasion actuelle, c'est encore plus dur, et nombre de militants sont absorbés par des tâches humanitaires ou rejoignent la résistance sous les drapeaux... Mais contrairement à la Russie, leur expression est toujours possible.

Que pouvons-nous faire ?

L'expression de notre solidarité politique avec les Russes anti-guerre, menacé d'anéantissement, notre action solidaire avec les organisations de la société civile ukrainienne qui se sentaient bien seule avant l'offensive et réclament notre aide pour faire cesser les combats aujourd'hui.

Le propagande pro-Poutine demeure extrêmement présente en France (même si la Poutinophilie de l'extrême droite a été remise en cause par l'agression actuelle). A gauche le rappel incessant de la situation des années 1980-90, des erreurs (et surtout défaites) stratégiques de l'époque, de l'absence de la construction de mécanisme de sécurité équilibrés, semble justifier une paralysie actuelle, avec des arguments pour justifier celle-ci, concernant ce qui a eu lieu il y a plus de trente ans ! Certaines forces de gauche ignorant la réalité ukrainienne et russe, ne voient en Ukraine qu'un pays soumis à l'Occident ou pire accèdent la propagande poutinienne d'un pouvoir « nazi » avec des hordes « fascistes » arpentant les boulevards. Extrême-droite est présente en Ukraine (quoiqu'électoralelement infiniment plus marginale qu'en France) mais il y aussi une société civile particulièrement dynamique, active dans la défense des droits humains, des migrants, des personnes déplacées du Donbass depuis 8 ans, dans les luttes des femmes et des LGBTQI+, ainsi que sur les luttes sociales et syndicales...

Ce « campisme » est une attitude fréquente dans certains milieux supposés progressistes en Europe et Amérique du Nord, dans le Monde Arabe, en Afrique, en Amérique Latine. Il consiste à trouver des vertus aux impérialismes rivaux des Occidentaux, dont l'impérialisme néo-tsariste (par exemple à soutenir l'intervention russe quand il s'agit de sauver le régime criminel de Bachar Al Assad ou celle des mercenaires du groupe Wagner en Lybie ou en

² <https://euroalter.com/no-more-war-in-europe/>

Afrique sahélienne et centrale). Toute complaisance de ce type envers l'agression actuelle doit évidemment être vigoureusement dénoncée.

L'immédiateté actuelle, c'est faire reculer la soldatesque poutinienne, avant que les blessures ne laissent des cicatrices indélébiles et que l'engrenage de l'insécurité s'étende.

Mais il est surtout avant tout nécessaire de défendre ceux qui sur place, en Russie s'opposent aux actions guerrières, et de ne pas laisser isolée la société civile ukrainienne. L'action par exemple de la coalition internationale CivilM+, qui lie des mouvements citoyens Ukrainiens et Russes, avec le soutien d'Allemands, de Français, de Néerlandais et quelques autres est un exemple de ce qui peut être fait³.

Et après ?

Nous ne savons pas dans quel état nous serons quand cette crise-ci sera terminée. Pour l'heure, nous ne pouvons que constater le défaut congénital des gauches vertes et radicales, pour ne pas parler des sociaux-démocrates, à penser ces sujets qui vont de la « dissuasion » à la « responsabilité de protéger », sinon en quelques slogans « pacifistes » et/ou « anti-impérialistes » creux, dont témoigne aussi cette campagne présidentielle française. Il faut reprendre l'ensemble du sujet, pour la France, pour l'Europe, pour le Monde. Urgemment !

Bernard Dreano, Assemblée européenne des citoyens (AEC), réseau international Helsinki Citizens' Assembly (HCA)

³ Sur CivilM+, voir aechca.fr ou civilmplus.org.